



Dans le contexte de la mondialisation



TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS DE L'USINE AMÉRICAINE LEAR, MAQUILADORA, PRODUCTRICE DE PIÈCES D'AUTOMOBILE. VOIR LES ARTICLES, PAGES 3 ET 10.

## La nouvelle démocratie mexicaine, un espoir pour le peuple mexicain ?

RAPPORT CISO, STAGE AU MEXIQUE DU 2 AU 16 JUILLET 2000

# D'hier à aujourd'hui, le Mexique sous kaléidoscope

## Quelques données climatiques

Le climat du Mexique est diversifié et varie surtout en fonction de l'altitude. À 750 mètres et moins, se trouvent des plateaux et le climat est torride. Plus haut, jusqu'à 2 000 mètres, existe une zone tempérée et au-dessus, jusqu'à 4 000 mètres, le climat est froid. À l'intérieur des terres, la température varie peu entre le jour et la nuit. En général, l'hiver est la saison sèche et l'été est la saison des pluies. Le sud est particulièrement favorisé par rapport au reste du pays et ses nombreux sites de villégiature sont abondamment fréquentés. Ailleurs, le pays souffre de son climat : là où il y a une saison des pluies, c'est le déluge et là où il y a une saison sèche, c'est la sécheresse.

## Un peu d'histoire

L'histoire du Mexique est une histoire longue de 30 000 ans. C'était à l'origine une société de chasseurs et de cueilleurs. Pour illustrer l'étendue de son territoire, il faut y ajouter la moitié du territoire actuel des États-Unis qui était entièrement couvert de glace.

Vers 2000 ans avant Jésus-Christ, le Mexique, tout comme l'Amérique Centrale et les pays des Andes, était peuplé d'Autochtones dont les familles les plus importantes étaient les Mayas du Yucatan et les Aztèques de la région de Mexico. On qualifie cette époque de civilisation pré-colombienne. On peut voir encore des ruines aztèques sur la grande place de Mexico. Les canaux de Xochimilco, qui ont fait la gloire et la beauté de la ville, sont l'œuvre des habitants du Mexique d'avant l'arrivée des Espagnols.

Dans le port de Veracruz, sont arrivés en 1519, cinq cents Espagnols avec, à leur tête, le capitaine Hernan Cortes. Très vite, celui-ci fut séduit par la capitale, la Venise mexicaine, une ville construite sur un marécage qui, grâce à l'ingéniosité de ses habitants, les Aztèques, avait inventé un système de drainage qui permettait de construire des canaux et d'en faire une voie navigable. Cette période a été nommée la Conquête. L'invasion du Mexique



par l'Espagne ne fut pas seulement militaire; elle s'est accompagnée d'une invasion religieuse qui a laissé des traces, tant sur le plan architectural que dans la pratique religieuse.

Les Espagnols, durant les 300 ans où ils ont régné, ont exploité sans scrupule la plus grande partie des richesses du pays : ses mines d'or et d'argent. Pour ce faire, ils ont utilisé la force des habitants qui ont été presque complètement décimés en quelques décennies. Les maladies transmises à la population par les Européens sont également une des causes de leur disparition.

Au début du 19<sup>e</sup> siècle, les classes pauvres se soulèvent et l'indépendance du Mexique est proclamée en 1821. Entre 1911 et 1913, Emiliano Zapata, Pancho Villa et Pascual Orozco, héros de la Révolution mexicaine, font leur apparition. S'appuyant sur la colère du peuple, ils incitent les paysans à prendre les armes et réclament leurs terres, spoliées par les envahisseurs. Peu de temps après, un nouveau leader, Francisco Madero, veut rétablir la démocratie et propose une réforme sociale et politique avec, entre autre, la restitution des terres aux paysans. La réforme agraire touchant 17 000 000 d'hectares s'est finalement effectuée sous la présidence de Lazaro Cardenas, entre 1934 et 1940.

Le pétrole fut nationalisé en 1938. Entre 1940 et 1975, c'est l'âge d'or du Mexique, grâce à l'or noir! Le pays se développe, s'industrialise, se modernise. Puis, dans les années 80, une crise économique éclate, le chômage sévit, le néolibéralisme s'installe. En 1994, la zone

de libre-échange avec les États-Unis et le Canada est instaurée et le gouvernement mise sur cet accord pour remettre l'économie sur les rails.

## Vie moderne

Aujourd'hui, 9 % de la population du pays est dite blanche, 30 % est de descendance indienne et 60 % est mexicaine ou métisse. Au cours de notre séjour, nous avons observé que les Autochtones sont souvent vêtus de leur costume tradi-

tionnel avec des larges robes brodées. En ville, les Mexicaines s'habillent à l'américaine. Les hommes en font autant : jeans, chemise en denim et chaussures de marque Nike. Ils écoutent de la musique américaine mais vivent leur romantisme avec la musique des mariachis.

La ferveur religieuse des Mexicains se lit partout dans la présence de statues de la Vierge de la Guadalupe, représentant la Vierge-Marie, qu'ils exposent dans leur lieu de travail, à la maison, dans leur automobile, dans la rue. Les églises sont omniprésentes. Elles sont belles et datent pour la plupart de l'époque des Espagnols. Leurs artisans ont su bâtir des cathédrales, les sculpter dans différents matériaux et les décorer avec l'or du pays. On peut voir aussi, au Palacio Nacional de Mexico, les immenses fresques de Diego Rivera, qui raconte de façon exceptionnelle l'histoire du Mexique, à travers ses propres engagements politiques.

En ville, les gens se promènent à plusieurs en taxis, des coccinelles Volkswagen vert et blanc. Le Mexique est d'ailleurs le seul pays où on construit encore l'ancien modèle! Les villes sont bondées de vendeurs itinérants, lesquels participent d'une sorte d'économie secondaire dont le gouvernement voudrait bien se débarrasser ou mettre à son profit.

Les Mexicains semblent heureux malgré la pauvreté et la situation du pays où il y a tant à faire. Les gens que nous avons rencontrés démontrent une énergie impressionnante et une conviction profonde dans les possibilités de changement.

FRANÇOISE GLOUTNAY

# Le 2 juillet 2000 : Victoire d'un processus démocratique !

Le 2 juillet 2000 sera sûrement une date qui passera à l'histoire. C'est en effet ce dimanche que les 100 millions de Mexicains et Mexicaines, qui comptent 58 millions d'électeurs, ont choisi pour mettre fin au règne du Partido Revolucionario Institucional (PRI). Après 71 ans de pouvoir sans partage, le PRI, le plus vieux parti au pouvoir dans le monde, a dû concéder la victoire au Partido Accion Nacional (PAN). Alors que l'ensemble des analyses du processus électoral mexicain prévoyait des résultats très serrés, c'est quelques heures seulement après la fermeture des bureaux de scrutin que le président sortant Ernesto Zedillo (PRI) a confirmé la victoire décisive du candidat du PAN, Vicente Fox, sur le candidat du PRI, Francisco Labastida.

Cette bataille présidentielle mettait principalement en opposition trois partis et trois candidats aux origines et aux styles fort différents.

D'un côté le PRI, parti au pouvoir depuis plusieurs décennies, qui a fait élire 13 présidents consécutifs. C'est un parti sali par la corruption et le narcotrafic. Son candidat à la présidence était Francisco Labastida, un genre de technocrate pâlot, mal à l'aise en public et qui avait à vendre l'invendable, à savoir un PRI repentant de son passé.

De l'autre côté le PAN, parti conservateur de droite fondé dans les années 30, au nord du pays. Son candidat présidentiel était Vicente Fox, « l'homme aux bottes de cow-boy », frondeur et ambitieux homme d'affaires vendu au modèle américain, ex-PDG de Coca-Cola pour le Mexique et l'Amérique latine.

Enfin le PRD, Parti de la Révolution Democrática, opposition de gauche qui s'est vu privé de la victoire aux élections présidentielles de 1988 par une fraude massive. Son candidat, Cuauhtémoc Cardenas, est maire de la ville de Mexico depuis 1997. Il est aussi le fils du général Lazaro Cardenas qui fut président mexicain de 1934 à 1940. Cuauhtémoc Cardenas quitta le PRI avec fracas en 1987, jugeant que les idéaux politiques et populaires de son père n'étaient pas respectés.

Vicente Fox a été élu président avec 44 % des voix, ce qui est quelque 10 % de plus que le candidat Labastida. La victoire du PAN ne s'est pas arrêtée là. Il a aussi obtenu la majorité des voix au Congrès, formé du Sénat et de la Chambre des députés. On pourrait presque parler d'un balayage. Pour sa part, le candidat du PRD a obtenu 16% des voix.

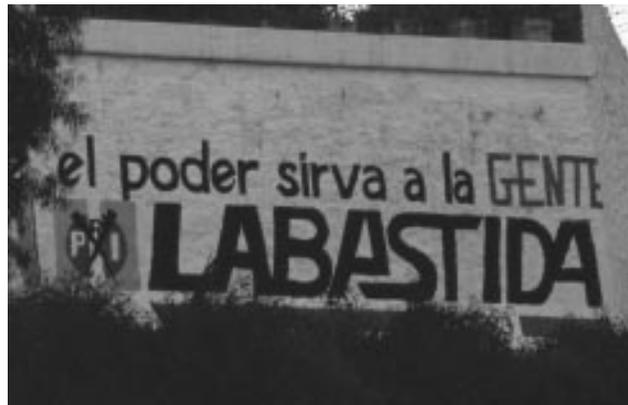
Selon nos interlocuteurs mexicains, la défaite du PRD est attribuable à trois principaux facteurs : le sous-financement de sa campagne électorale, les problèmes de gestion interne et le fait que son chef, Cardenas, maire de Mexico, n'a pu mettre un terme à la corruption alors qu'il était en poste. Quant à la victoire décisive du PAN, on l'explique par deux autres facteurs : d'abord le ras-le-bol de la population à l'égard d'un système de parti unique corrompu, puis la personnalité charismatique de son chef, un homme imposant, projetant l'image de la réussite personnelle. À noter également le fort taux de participation électorale, qui avoisine les 75% et plus, particulièrement chez les jeunes. Pour les Mexicaines et les Mexicains, il semble que le principal enjeu de ces élections était de se débarrasser d'un système politique corrompu et qu'en ce sens, le PAN semblait le mieux en mesure d'atteindre cet objectif.

L'ensemble des groupes syndicaux ( FAT, SNTSS, SME ) que nous avons rencontrés lors de notre séjour au Mexique se réjouissaient du résultat des élections. Ceci peut, à prime abord, sembler paradoxal! Cependant l'objet de leur réjouissance n'était certes pas la victoire du PAN, mais la vic-

toire de la démocratie. De façon générale, tous se sont dits enthousiastes et stimulés par la perspective de changement. Par contre, ce qui ressortait fortement de leurs propos était la fierté d'avoir effectué un changement politique aussi majeur et ce, sans violence et de façon démocratique, à l'instar des autres " grandes " nations. Certains dirigeants syndicaux ont de plus souligné l'effet psychologique positif que ce changement de gouvernement aura sur l'ensemble du peuple mexicain. D'un point de vue purement politique, nos amis mexicains se sont dits sceptiques quant aux améliorations sociales qui pourraient survenir suite à l'arrivée au pouvoir de Fox. En effet, tant le PAN que le PRI sont deux partis de droite animés des mêmes valeurs et ayant les mêmes sensibilités à l'égard de l'économie, des finances et des investisseurs étrangers.

Lorsque le nouveau président Fox entrera en fonction officiellement en décembre 2000, il présidera un pays où existent de fortes inégalités sociales. Le gouffre entre les riches et les pauvres est de plus en plus grand, les pauvres sont de plus en plus pauvres, les inégalités salariales se sont accrues et il existe d'importantes différences régionales entre le Nord, où sont concentrés les investissements étrangers, et le Sud, beaucoup plus démuné. Il devra donc s'attaquer rapidement à diversifier l'économie mexicaine et à la rendre moins captive du marché américain. D'autres tâches mobiliseront aussi le président : n'a-t-il pas promis d'assainir la fonction publique et de diminuer le degré de corruption qui prévaut actuellement dans la société civile? De plus, n'a-t-il pas répété à plusieurs reprises qu'il réglerait le problème de Chiapas en quinze minutes ?

Comme on peut s'en rendre compte, le président Fox n'a pas ménagé les promesses pour gagner ses élections. Il lui reste maintenant à prouver qu'il est réellement l'homme de la situation tel qu'il s'est décrit. Mais on n'a pas à s'en faire, car on sait que quand c'est COKE c'est OK!... Mais pour qui?...



« LE POUVOIR DU PRI  
AU SERVICE DE LA POPULATION »

LUCILLE AUGER  
ET MARYSE LACROIX

# L'ALÉNA et l'effondrement du pouvoir d'achat des Mexicains

De retour dans mon pays après dix ans, j'ai été obligée de constater l'appauvrissement général de la population. À la ville comme à la campagne, il est frappant de voir la détérioration des immeubles, le délabrement des maisons, la saleté dans les rues, la prolifération des marchands ambulants et partout la mendicité.

Une des principales promesses des promoteurs de l'Accord de libre-échange dans les Amériques (ALÉNA), entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1994, avait été la création de nombreux et meilleurs emplois. Dans la réalité toutefois, ce fut tout le contraire. Le rythme de la création d'emplois n'a pas suivi celui de la croissance de la population. En outre, ceux qui ont été créés sont des emplois très précaires, mal rémunérés et sans prestation sociale. On constate aujourd'hui que près des deux-tiers de la population mexicaine n'a aucune couverture sociale, alors que c'est prescrit dans la Loi et la Constitution.

Le pourcentage de la population active qui gagne moins que le salaire minimum a augmenté considérablement. En 1993, avant l'ALÉNA, les statistiques indiquaient que 18,9 % des travailleurs devaient s'en contenter alors qu'en 1997, cette proportion était passée à 21,1 %<sup>1</sup>. Présentement, près de 10 % de la population active (26 millions de personnes) reçoit un salaire minimum de 35 pesos par jour (5,70 \$ cdn). La plupart des salariés gagne maintenant moins qu'il y a dix ans. Cet état de fait, selon la Constitution du pays, représente une violation des droits de la population, droits chèrement acquis depuis la Révolution mexicaine de 1911.

Le pouvoir d'achat des Mexicains ne fait que s'effondrer depuis 1939. Depuis les 25 dernières années, il a perdu près des trois-quarts de sa valeur. Par exemple, au 1<sup>er</sup> mai 2000, le salaire minimum ne permettait de couvrir que 9,4 % de la valeur de la *canasta basica constitucional* (besoins essentiels d'une famille), évaluée à 403 pesos quotidiennement (ou 66,00 \$ cdn). En 1994, le salaire minimum permettait d'absorber 70 % des besoins ali-

mentaires d'une famille alors que six ans plus tard, il ne couvrait plus que 56 %. Pendant les 15 dernières années, la valeur de la *canasta basica* a augmenté de 506 % alors que pendant la même période, le salaire minimum n'a augmenté, lui, que de 135 %.

En 1987, le salaire minimum quotidien (6 pesos) permettait à une famille mexicaine de se procurer 32 kilos de tortillas. Le 25 juillet 2000, le salaire minimum (37 pesos) ne permettait plus d'en acheter que 9,5 kilos. Pendant notre séjour, le prix de l'essence s'élevait à 5 pesos le litre, soit

horaire de 13 \$ cdn. La palme est remportée par une travailleuse domestique qui fera un petit 3 300 \$ cdn par année.

La problématique générale de l'emploi empire dans les secteurs sociaux les plus vulnérables. Plus de la moitié de la population indigène travaille plus de dix heures par jour mais ne gagne que 20 pesos (ou 3,25 \$ cdn) pour la journée. Le taux de chômage des jeunes est trois fois plus élevé que celui du reste de la population. On calcule d'ailleurs que 3,5 millions de jeunes de moins de 14 ans travaillent dans le secteur informel, alors que 40 % des personnes retraitées survivent avec moins de 178 pesos par mois (29,00 \$ cdn).

De tous ces chiffres, il faut surtout retenir que ce sont évidemment les travailleurs ne comptant que sur un salaire minimum qui écopent le plus durement, et ils constituent la majorité de la population du pays.

Au Mexique, surtout depuis l'entrée en vigueur de l'ALÉNA, la valeur de la force de travail ne fait que diminuer. La stratégie économique néo-libérale

du gouvernement mexicain contribue à la détérioration de la qualité de vie des citoyennes et citoyens, même lorsqu'elles et ils détiennent un emploi.

Ainsi que nous avons pu le constater pendant notre stage, ce ne sont pas seulement les 70 millions de gens pauvres au Mexique qui ont des conditions pitoyables de survie. La classe moyenne a elle aussi vu sa qualité de vie et son pouvoir d'achat fondre comme neige au soleil, et surtout depuis l'entrée en vigueur de l'ALÉNA en 1994. La prospérité promise par les réformes néo-libérales est de plus en plus perçue comme un éléphant rose pour une part grandissante de la population.

Rosy Ruiz



MARI ET ÉPOUSE TRAVAILLANT TOUTS DEUX DANS UNE MAQUILADORA.

0,81 \$ cdn : le même prix qu'à Montréal! Cela est d'autant plus désolant que le Mexique est un grand producteur de pétrole. Nous avons été en mesure de constater que le coût de la vie dans la capitale est très élevé. Le prix d'une course de taxi et les frais d'utilisation du téléphone sont les mêmes qu'à Montréal. Il faut déboursier le double pour l'électricité. Les prix des aliments, tant au restaurant qu'au marché, sont comparables à ceux que l'on retrouve à Montréal.

Malgré un coût de la vie qui s'apparente à celui du Canada, les salaires, eux, sont beaucoup plus bas. À titre d'exemple, un ouvrier spécialisé gagne, au Mexique, l'équivalent de 7 000 \$ cdn par année; une secrétaire gagne 4 600 \$ cdn; un médecin généraliste peut compter sur 11 600 \$ cdn alors qu'un spécialiste gagnera près de 15 600 \$ cdn; un enseignant espérera obtenir annuellement l'équivalent de 10 600 \$ cdn, alors qu'un professeur de niveau collégial obtiendra un taux

<sup>1</sup> ARREDONDO, Lonzano, Rapport de recherche du Centre d'analyse multi-disciplinaire de la faculté d'économie de l'Université nationale autonome du Mexique.

# So ! So ! So ! Solidaridad !

## Faire la grève au Mexique, un défi de taille

Cette année, le stage du CISO au Mexique s'est effectué au moment même où les Mexicains étaient appelés aux urnes dans le cadre d'une élection présidentielle cruciale dans l'histoire de ce pays. Cette lutte électorale menaçait réellement, pour la première fois depuis 71 ans, le pouvoir du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI).

Un des enjeux majeurs que rencontrent les travailleurs mexicains est la difficulté de pouvoir compter sur un véritable syndicat qui puisse défendre leurs droits. Pour bien illustrer notre propos, imaginez un instant qu'en entrant dans votre nouveau lieu de travail, vous deviez adhérer à une convention collective rédigée par des dirigeants syndicaux qui sont de connivence avec le patron. Imaginez encore que si vous vous insurgez contre vos conditions de travail extrêmement difficiles, la conséquence la plus probable soit que vous perdiez votre emploi. Effectivement, le syndicalisme, au Mexique, n'équivaut pas nécessairement à la défense des droits des travailleurs puisque seulement une très petite minorité des travailleurs est représentée par des syndicats indépendants. Indépendants du patronat et de l'État. Quelle option s'offre alors à vous, quelle porte de sortie se dessine devant vous? C'est à l'intérieur de ce tunnel qui semble bien souvent sans issue que se retrouvent des millions de travailleurs mexicains.

Bien que le Mexique se soit doté de lois pour protéger les droits des travailleurs, ces expressions de bonne volonté semblent servir davantage à rassurer une opinion nationale et internationale puisque ces lois ne sont, à toute fin pratique, jamais respectées. Effectivement les droits des travailleurs sont violés constamment avec l'accord tacite d'un gouvernement, reconnu pour la corruption dont il est bien souvent à l'origine. Tel que nous l'a expliqué Alfredo Dominguez du FAT<sup>1</sup>, **pour qu'il puisse y avoir grève au Mexique, il faut que les travailleurs puissent faire la preuve qu'il y a eu violation de leurs droits et ce, de façon systématique. De plus, cette légalité doit être reconnue par le gouvernement.**

Ainsi, au Mexique, lorsque les travailleurs prennent la décision de faire la grève, ils doivent vivre avec les tentatives d'intimidations de l'employeur ou des autorités

et avec des menaces d'emprisonnement qui tournent souvent à la réalité. C'est donc armés de beaucoup de courage et de patience que les travailleurs mexicains que nous avons rencontrés ont décidé de déclencher un arrêt de travail.

Pour faire un bref compte-rendu des propos qui ont été tenus, voici des exemples bien concrets de ce que vivent les grévistes mexicains. Nous avons, entre autres, discuté avec des femmes de la compagnie **Duro Bag**, filiale d'une entreprise américaine qui fabrique en zone franche des sacs de papier pour les épiceries et qui est reconnue pour les mauvaises conditions qu'elle inflige à ses employés. Pour dénoncer l'exploitation qu'elles devaient subir quotidiennement, les employées (70 % sont des femmes) ont déclenché une grève. Elles sont sorties dans la rue et plusieurs d'entre elles ont été frappées et emprisonnées.

Même conséquence pour les employés de la **CRISA**, manufacture qui prépare et emballe des fruits et dont le siège social se situe en Caroline du Sud. L'usine **CRISA** est caractérisée par un milieu de travail très humide où les travailleurs risquent constamment de tomber en raison des planchers mouillés. De plus, les employés de **CRISA** doivent payer pour acheter leurs gants et tabliers, lesquels servent à les protéger contre le jus des fruits acides qui, à la longue, brûle la peau exposée. Les conditions de travail imposées sont rudes. Les journées de travail de 10 à 12 heures ne sont pas rares en saison haute. Les employés ne peu-

vent pas toujours prendre de pauses. Le travail s'effectue debout. Quiconque ne se présente pas au travail est mis à pied. Les employées, encore là il y a une très forte majorité de femmes, ont déclenché une grève il y a plus d'un an et les manifestantes se sont fait traiter de folles. Une femme nous a aussi dit avoir été emprisonnée avec son enfant. Elles poursuivent encore leur lutte malgré les intimidations et les poursuites légales. Les propriétaires de l'usine ont intenté une poursuite contre les responsables de la grève pour les pertes, estimées à 27 000\$, occasionnées par les journées de grève. Heureusement, la cause a été rejetée par les autorités mexicaines.

Chez **HILSA**, une industrie mexicaine de production de caoutchouc, la lutte pour l'obtention d'un syndicat indépendant s'est soldée, pour les travailleurs, par la perte de leur emploi après que le patron, ayant eu vent de leurs démarches syndicales, ait décidé de fermer les portes de l'entreprise. Les travailleurs de **HILSA**, avec l'appui du FAT, luttent maintenant pour prendre possession de la machinerie, laquelle compenserait ainsi les salaires jamais versés et leur permettrait de faire fonctionner l'usine par leurs propres moyens.

Des millions de travailleurs mexicains, surtout dans les maquiladoras, sont ainsi exploités impunément en raison de l'absence d'un véritable syndicat. Il existe au Mexique tout un système qui fait en sorte de maintenir la majorité des travailleurs dans

Suite à la page 15



LES POMPISTES DE MEXICO EN GRÈVE.

# Des entreprises auto-gérées au Mexique : une alternative au service des travailleurs

Lors de notre stage au Mexique en juillet dernier, nous avons pu nous familiariser avec des entreprises coopératives où est utilisé un mode de gestion horizontal et où la participation des travailleurs à tous les niveaux de la production est au cœur de l'entreprise.

Dans le domaine du travail au Mexique, lorsque survient un conflit entre le patron et les employés, le litige est soumis au Secrétariat du travail<sup>1</sup>. Si ce dernier donne gain de cause aux travailleurs, l'article 979 du Code du travail stipule qu'à l'issue du conflit, en guise de compensation pour les pertes salariales et avantages sociaux encourus, tout ce qui appartenait auparavant à l'entreprise (terrains, machines, etc.) pourra dorénavant échoir aux travailleurs. Une fois la décision administrative rendue, les travailleurs doivent décider en assemblée générale s'ils vendent ou prennent sur eux de gérer l'entreprise. Dans le cas des usines Union Provisa et Pascual, que nous avons visitées, c'est cette deuxième alternative qui a été choisie. Il s'agit là, pour les travailleurs, d'une tâche monumentale qu'il leur a fallu apprendre pas à pas. Voici leur histoire.

La coopérative **Union Provisa** a été créée dans les années 1970 par la compagnie Alumex. En 1974, les travailleurs ont décidé de former un syndicat afin d'améliorer leurs conditions de travail. La compagnie, n'étant pas du même avis, congédie alors 22 travailleurs. Ceux qui restent demandent la réintégration de leurs camarades. L'employeur offre une fin de non-recevoir à ces demandes, ce qui a pour conséquence une détérioration des relations de travail. En 1979, la direction de l'entreprise ferme les portes de l'usine et les maintient telles pendant cinq ans. Pendant toutes ces années, les travailleurs res-

tent aux portes de l'usine nuit et jour pour empêcher que les propriétaires ne partent en catimini avec les machines. En 1984, le Secrétariat du travail accorde le droit aux travailleurs lésés de gérer l'usine. Il est à noter que le secteur coopératif du **FAT** est venu en appui aux travailleurs en conflit.



DES MEMBRES DE LA COOPÉRATIVE BANDERA DEVANT UNE AFFICHE D'EMILIANO ZAPATA

Nous avons pu prendre contact avec les travailleurs et les travailleuses d'une autre coopérative, laquelle ne fait pas partie du secteur coopératif du FAT. Il s'agit de la **coopérative Pascual** qui a été créée dans les années 1940.

En 1982, suite à des congédiements abusifs, les travailleurs ont déclenché une grève générale. Lors d'une manifestation particulièrement agitée, deux travailleurs ont trouvé la mort. En 1985, le Secrétariat du Travail donne gain de cause aux travailleurs pour que l'usine puisse être gérée en coopérative. Pour que la coopérative puisse prendre son envol et exister, les nouveaux "associés" ont travaillé sans salaire pendant plusieurs mois et ont dû compter sur des appuis financiers de différents organismes.

Le rôle social joué par les travailleurs-propriétaires est très grand. Le Conseil d'administration, lequel est composé de travailleurs de l'entreprise, s'implique acti-

vement dans la vie des employés et de leur famille. En effet, nous avons pu apprendre que des cours de formation générale de niveaux primaire, secondaire, collégial et universitaire sont offerts, de même que certains ateliers de formation d'ordre professionnel. Les ouvriers peuvent également avoir accès à des installations sportives telles que des terrains de jeu, des piscines... Un comité de travailleuses et de travailleurs a la responsabilité d'offrir des activités culturelles : peinture, sculpture, danse, musique. La Coopérative Pascual permet également à ses travailleurs et à leur famille d'avoir accès à une bibliothèque, à une colonie de vacances et à un magasin général, où différents produits sont offerts à prix réduits.

Nous avons par la suite visité une coopérative qui ressemble d'une certaine façon à une Caisse d'économie au Québec : la **Coopérative d'épargne et de crédit Bandera**. La coopérative offre tous les services auxquels toute personne peut s'attendre, mais au-delà, et c'est là une innovation intéressante, elle offre également des services tels que différents magasins où les membres peuvent se procurer des denrées alimentaires, des vêtements, des électroménagers ou autres produits à des prix réduits.

En outre, cinq niveaux de formation portant sur la gestion de l'argent et les avantages du mouvement coopératif sont offerts aux membres. Selon les responsables, non seulement la coopérative dessert les membres, mais elle crée de l'emploi de deux manières. En effet, 17 emplois sont nécessaires pour gérer la coopérative d'épargne et de crédit et d'autres emplois sont créés de manière indirecte par la vente des produits de consommation. Il est à noter que 60 % des membres sont des femmes. Cette coopérative a eu tellement de succès depuis sa création en 1963, que deux autres coopératives ont vu le jour depuis. En effet, dans leurs statuts et règlements, il ne peut y avoir plus de 5 000 membres dans chaque coopérative. Ainsi, ils peuvent garder le contrôle sur leurs opérations. Sage décision lorsqu'on sait le peu de contrôle qu'ont les millions de membres des Caisses d'épargne Desjardins sur leur propre coopérative!

ROSALIA LÉON

## Fiche technique de l'entreprise Union Provisa

- Produit fabriqué: verre pour les fenêtres et autres objets en verre creux
- Production journalière: 30 tonnes
- Production souhaitée: 100 tonnes par jour
- Nombre d'employés: 120
- Salaire moyen: 80 pesos par jour
- % de production nationale: 1,5 %

## Fiche technique de Coopérative Pascual

- Produit fabriqué: boissons gazéifiées, jus de fruits
- Production journalière: varie selon les périodes
- Nombre d'employés: 5000 répartis dans 3 usines
- Salaire moyen: 60 pesos par jour
- % de production nationale: 20 %

<sup>1</sup> Le Secrétariat du travail mexicain est l'équivalent du ministère du Travail québécois.

# La RMALC et des alternatives pour les Amériques

S'inscrivant dans la tendance mondiale à l'opposition aux dictats économiques qui mettent en péril le développement humain et social durable, la Red Mexicana de Accion Frente al Libre Comercio (RMALC) nous aura permis de comprendre le haut niveau d'organisation de la lutte qui se mène à l'échelle continentale contre le projet, très réel, de Zone de libre échange dans les Amériques (ZLÉA), prévu pour 2005. Les représentants de la RMALC nous auront fait voir les défis que pose la nécessaire convergence des forces sociales à l'échelle continentale, en vue de la tenue du Second Sommet des Peuples des Amériques, à Québec, du 17 au 21 avril 2001.

sannes, féministes, autochtones, écologistes, étudiantes, de groupes populaires et communautaires, etc.

Ces trois coalitions joignent leurs efforts à ceux d'une dizaine d'autres qui regroupent des millions de personnes dans les Amériques et créent, en mai 1997, l'*Alliance sociale continentale*<sup>4</sup>, laquelle propose également des alternatives viables et concrètes au modèle néo-libéral de développement mis de l'avant par la ZLÉA. Le projet décrié qui sera vraisemblablement prêt à Québec au printemps prochain, en est un d'intégration des économies de tous les pays du continent, sauf Cuba, et vise les échanges de biens

*Yo deseo mas que otro alguno ve a formar en América la mas grande nacion del mundo, menos por su extensión y riquezas que por su libertad y gloria.*

Simon Bolivar

Bien que les domaines d'application de la ZLÉA touchent tous les aspects de notre vie (économique, social, politique, culturel), les négociations entourant ce traité, depuis leur début, se déroulent dans le plus grand des secrets. Les négociateurs se gardent bien de rendre public les textes des accords et n'intègrent pas davantage au processus les organisations représentatives de la société civile des pays concernés. C'est à se demander ce que craint l'équipe des négociateurs de cette entente : l'Organisation des États américains, la Banque interaméricaine de développement et la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, lesquelles, est-il besoin de le préciser, ne sont aucunement élues ou représentatives de la population.

À l'invitation de l'ASC, de la RMALC, du RQIC ou de Common Frontiers, il importe de nous mobiliser et de nous faire entendre, que nous soyons Mexicains, Uruguayens, Boliviennes, Québécois ou Chiliennes. La ZLÉA aura des impacts réels sur la vie des millions de personnes des Amériques, sur *nos* vies. En ce sens, comme les Européens ont eu l'occasion de le faire au moment de voter sur la création et leur entrée dans l'Union Européenne, nous devrions avoir le droit de nous prononcer sur le contenu de ce gigantesque accord, de l'accepter, de le refuser ou de le modifier en fonction du projet de société dans laquelle nous souhaitons vivre. En effet, telle que définie présentement<sup>4</sup> :

- La ZLÉA, nous influencera en notre qualité de **citoyennes et citoyens**, en réduisant la souveraineté de nos gouvernements nationaux. À ce sujet, souvenons-nous que pour le gouvernement américain, les programmes sociaux, notamment l'assurance-emploi, constituent des barrières tarifaires discriminatoires à leur égard. Qu'advient-il de nos systèmes d'éducation et de santé?

- La ZLÉA est susceptible de nous affecter en notre qualité de travailleuses et travailleurs, en fragilisant les droits associés au travail, notamment le niveau de salaire et les conditions de travail, Suite à la page 15



DE LA RMALC, HECTOR DE LA CUEVA, BERTHA LUJAN, ALEJANDRO VILLAMAR ET ANDRES PENALOZA.

La RMALC a pour mission d'analyser et de remettre en question les politiques économiques et commerciales qui sévissent au Mexique, lesquelles sont parties intégrantes d'un agenda économique néo-libéral qui tend à faire de l'économie une fin en soi, alors que ce que propose la RMALC est une économie au service des citoyennes et des citoyens. Loin de simplement s'opposer aux politiques actuelles, la RMALC suggère des alternatives au développement de son pays. En 1995, l'organisme soumet au vote populaire, lors du « Référendum de la liberté », un projet de société alternatif sur lequel se prononceront près de 450 000 Mexicains. Créée en 1991, au moment des négociations entourant l'Accord de libre-échange nord américain (ALÉNA), la RMALC, comme ses semblables au Québec (le Réseau québécois sur l'intégration continentale<sup>1</sup>) ou au Canada (Common Frontiers<sup>2</sup>), est une coalition d'organisations syndicales, pay-

et services, les conditions d'accueil des investissements, l'ouverture des marchés publics et les mécanismes de règlement des conflits. L'objectif de l'*Alliance sociale continentale* consiste en l'union des forces vives des Amériques face à une mondialisation à trop courte vue, trop préoccupée par des objectifs de rentabilité, laissant sur son passage des populations appauvries, sous scolarisées, privées d'eau potable et de soins de santé. Depuis 1999 et jusqu'en 2001, la RMALC agit à titre de secrétariat de l'ASC. Selon Hector de la Cueva de la RMALC, « L'ASC est au cœur d'un processus ambitieux et complexe de par son ampleur et la diversité de ses composantes. Parallèlement, elle représente le seul chemin nous permettant d'influencer ou de modifier l'ordre du jour anti-démocratique et mettre un arrêt à l'exclusion sociale, conséquences des politiques de nos gouvernements ».

# Les travailleurs du désert: La vie dans les maquiladoras de Ciudad Juarez, Mexique

*Le gouvernement fait des pieds et des mains pour inviter des entreprises à s'installer, alors qu'il ne fait rien pour améliorer les conditions de travail. Jusqu'où pourrions-nous aller?*  
un ouvrier d'une maquiladora de Ciudad Juarez

À Ciudad Juarez, ils sont plus de 230 000 ouvrières et ouvriers à travailler dans les 410 usines maquiladoras réunies dans les 17 parcs

industriels de cette vaste zone franche que constitue la ville. On y retrouve surtout des capitaux américains, canadiens, japonais, coréens et depuis peu européens. La plus grande de ces usines emploie 6 000 travailleurs. C'est le chiffre officiel, mais au centre CETLAC de Juarez (ONG mexicaine d'études et de formation ouvrière), on nous dit que l'usine Thompson compte en fait 8 000 ouvriers. La plupart des maquiladoras de Juarez assemblent des appareils électriques et électroniques ainsi que des pièces d'automobile. Elles agissent à titre de sous-traitant pour des multinationales connues, telles que General Electric, RCA, Philips, Toshiba, Zenith, Epson, DuPont, Johnson & Johnson, 3M, Chrysler et General Motors qui, à elle seule, a plus de 25 usines.

## Une main-d'œuvre jeune, abondante et docile

L'âge moyen des employés des maquiladoras est de 20 à 22 ans, mais on y trouve aussi des enfants. La majorité n'a qu'une scolarité de niveau primaire, beaucoup sont analphabètes. 50% sont origi-

naires des États de Chiapas, Coahuila, Durango, Oaxaca, Tabasco et Veracruz. Parmi les jeunes femmes, plusieurs sont mères célibataires. À Juarez, le taux de chômage est inférieur à 1%. Malgré ce flot de migrants (200 personnes ou plus par jour), on évoque la pénurie de main-d'œuvre. De nouvelles usines apparaissent chaque mois (36 installations en 2000). Beaucoup des nouveaux arrivés ne restent pas. Après quelques mois, ils s'en retournent épuisés et déçus par les conditions de travail et de vie difficiles et parce qu'ils n'ont pu émigrer aux États-Unis.

## Une main-d'œuvre mobile

La grande rotation des ouvriers cause des problèmes aux entreprises qui, pour les garder, offrent des primes. Les différences entre les maquiladoras ne concernent pas le salaire, puisqu'il y a consensus entre employeurs. Ce sont la nature et les montants des bonus accordés pour la ponctualité et la productivité, les conditions de travail et les relations avec les superviseurs qui varient entre les usines. Résultat: les ouvriers passent d'une maquiladora à l'autre à la recherche des meilleures conditions, comme c'était le cas d'Alejandro qui avait fait plus de 30 maquiladoras!

## Des conditions de travail surprenantes

Les horaires de travail varient entre 9 et

12 heures par jour. Les quotas de production sont établis quotidiennement. Les quantités non accomplies s'ajoutent à celles du lendemain. L'augmentation régulière du rythme de travail demande un effort physique que plusieurs ont du mal à maintenir (en une semaine, les quotas peuvent passer de 700 à 2000 pièces par jour). À cela s'ajoute une alimentation déficiente (œufs, haricots, tortillas), pour économiser. Un ouvrier raconte: « **Pour réussir à tenir le rythme, on se fatigue vite. Les femmes doivent déployer la même force physique que les hommes. Trois femmes enceintes ont déjà perdu leur enfant et l'entreprise n'a rien fait. Il n'existe aucune sortie de sécurité, aucun espace entre les machines, même si les employés se blessent constamment les mains** ».

Un ouvrier nous a décrit le travail dans une usine de fabrication de peinture: « **Au centre, il y a le four où se fait le mélange des produits. Les émanations toxiques qu'ils dégagent provoquent des évanouissements, des vomissements et des douleurs aux yeux. Les ouvriers travaillent avec des gaz mis sous pression et sans aucune protection. En réalité, ils sont autour d'une bombe qui peut éclater en tout temps** ». Enfin, il y a les nombreuses usines sans aération où la chaleur est suffocante.

La question n'est pas anodine. Dans ces zones franches, seuls les patrons sont maîtres et pour eux toutes les lois peuvent être violées et ce avec l'accord tacite du gouvernement mexicain. Le traité de libre échange n'a-t-il pas reconnu la prépondérance du principe de non ingérence dans les lois du travail de chacun des pays?

## Des salaires si élevés?

Nombreux parmi ceux qui arrivent d'autres États mexicains pensent que les salaires qu'ils gagnent (2,5 fois le salaire minimum) sont justes. Mais la vie est chère à Ciudad Juarez: le coût des biens est souvent le même qu'à El Paso (Texas). Même si un ouvrier gagne 550 pesos pour cinq jours de travail, il faut 1 000 pesos par semaine à une famille de quatre personnes pour joindre les deux bouts. On dit que les maquiladoras offrent les meilleurs salaires. Pourtant, une fois les



UNE COLONIE PRÈS DES MAQUILADORAS.

dépenses courantes payées, il reste bien peu pour espérer une quelconque amélioration des conditions de vie. Aussi, nombreux sont ceux qui habitent la colonia Anapra, un bidonville situé en plein désert, où il n'y a ni eau courante, ni électricité, ni aucune autre infrastructure publique! Une seule alternative existe: augmenter ses heures de travail au risque d'y laisser sa santé.

## La situation des ouvrières

Les femmes constituent la source de main-d'œuvre préférée des employeurs qui les considèrent plus malléables et plus endurantes à la tâche. Pourtant, elles n'obtiennent jamais des postes de responsabilité, même après dix ans de service dans la même usine. Elles sont régulièrement contraintes aux examens médicaux pour prouver qu'elles ne sont pas enceintes. Le cas échéant, leur contrat est résilié et les pressions qu'elles subissent visent à les forcer à la démission pour éviter le paiement des congés de maternité.

Le harcèlement sexuel est courant. Des cadres promettent de l'avancement en échange de « faveurs », et les ouvrières doivent subir les attitudes et les propos agressifs des collègues masculins car, au Mexique, le machisme est bien réel. Enfin, il y a le problème du nombre insuffisant de garderies pour les enfants des ouvrières. Les conséquences sociales sont désastreuses. En juin 2000, cinq enfants laissés à eux-mêmes mouraient dans un incendie accidentel...

## La difficile syndicalisation

Officiellement, 20 % des ouvriers des maquiladoras de Juarez sont membres de grands syndicats corporatistes. Mais l'absence de réel syndicat est telle que les ouvriers ignorent leurs droits et n'ont aucune possibilité de recours pour se défendre. Les patrons leur font croire à de prétendus accords avec la partie syndicale alors qu'ils n'ont jamais été consultés. Aussi, les travailleurs ne font plus confiance aux syndicats. Quant aux ouvriers non syndiqués, ils ont entendu dire par les patrons que la syndicalisation ne donne rien et que toute tentative en ce sens pourrait leur apporter des ennuis. Ils ont peur.



UNE MÈRE ET SES DEUX ENFANTS.

C'est bien souvent lorsqu'ils sont victimes de mises à pied illégales et de non respect flagrant de leurs droits qu'ils arrivent au CETLAC. Ce centre leur fait connaître leurs droits et leur offre un support juridique. On y explique l'importance des syndicats indépendants, mais le travail à faire est énorme. Actuellement, aucune des maquiladoras de Juarez n'a de syndicat indépendant, mais c'est là l'objectif principal du Centre : y introduire les syndicats indépendants. Comme nous le précise la responsable : « **C'est avant tout un**

**travail de conscientisation et d'éducation qui se fait lentement, mais sûrement. Nous avons l'espoir du changement. Le PRI n'a-t-il pas duré 71 ans? Pour réussir, nous avons grand besoin de la solidarité internationale** ».

Merci aux gens du centre CETLAC et aux ouvrières et ouvriers de nous avoir fait connaître la réalité des travailleurs mexicains intégrés au gigantesque processus de la mondialisation de la production.

LUCIE LORTIE

**En janvier 1999, La région *frontera* qui borde les États-Unis comptait 2 340 maquiladoras et plus d'un million de travailleurs soumis aux exigences impitoyables du libéralisme économique:**

- utilisation d'une main-d'œuvre jeune, peu scolarisée;
- inexpérimentée, migrante et composée à 60% de femmes;
- paiement des salaires les plus bas;
- rythme de travail intense et contrôle assidu;
- absence de mesures de sécurité au travail;
- prestations sociales réduites au minimum;
- interdiction de syndicalisation;
- absence de contrats de travail ou contrats de travail illégaux;
- licenciement sans préavis;
- chantage et harcèlement;
- interdiction de parler et d'aller aux toilettes.

# Sur les trottoirs de Ciudad Juarez...

Il est près de 16 h 00 quand nous arrivons à l'une des maquiladoras d'un des immenses parcs industriels de Ciudad Juarez. Les employés sortent de l'usine américaine LEAR spécialisée dans la fabrication de câblages pour batteries automobiles. C'est le temps de la pause. Après de brèves présentations, nous tentons quelques questions. José Carlos, qui a 18 ans, nous dit être à la maquiladora depuis deux ans. Pour neuf heures de travail quotidien, il gagne 500 pesos par semaine, ce qui représente environ 83,00 \$ canadiens. José Carlos est ouvrier de la ligne de montage et originaire de Juarez.

Ce n'est pas le cas de deux de ses compagnons qui viennent des États de Oaxaca et de Veracruz. Une femme, qui assemble des harnais, en est à son premier emploi. Elle est arrivée de l'État de Tabasco il y a un mois. Quant à Miguel, pour faire plus d'argent, il cumule deux horaires de travail, ce qui lui permet d'amasser jusqu'à 1 200 pesos (environ 200 \$ CDN) par semaine, pour 18 heures de travail quotidien! Miguel nous explique qu'il est employé de la LEAR depuis 3 mois. Malgré son faible niveau de scolarité et son absence de qualification, il a été embauché. De toute façon, nous dit-il, les qualifications n'ont aucune importance, puisque chaque personne est formée pour une opération bien spécifique sur la chaîne de montage. Miguel a 17 ans comme son compagnon qui vient de l'État de Durango. Ils se disent satisfaits d'avoir un emploi, mais trouvent les conditions difficiles et le travail trop routinier. Ils sont

venus à Juarez parce qu'ils savaient qu'il y avait de l'embauche.

Deux autres femmes interviewées dans la petite cantine, plutôt insalubre, précisent qu'elles travaillent à cette entreprise; l'une depuis 15 ans, l'autre depuis 3 mois. Nous ne pourrions en savoir plus. Au contraire de leurs compagnons, elles sont plus méfiantes et préfèrent ne pas parler à des inconnus.

De fait, nous ne tardons pas à remarquer que notre présence dérange. Un patron à la chemise blanche se tient près de la porte et nous observe. Bientôt, ils sont trois à discuter devant l'usine. L'un d'eux s'avance dans notre direction. Le coordonnateur de notre groupe part à sa rencontre. Malgré des paroles rassurantes, le patron reste sceptique. Il est rare, dit-il, que des touristes cherchent à parler à ses employés et prennent des photos.

Il est temps pour nous de partir. Entre temps, les autobus spécialement affectés au transport des ouvriers se sont alignés devant l'usine. Les employés ont terminé leur quart de jour. Ils passent devant la cabine de contrôle des entrées et sorties et franchissent la porte de la clôture qui entoure l'usine. Les autobus bondés les ramènent chez eux. Comme bon nombre des ouvrières et ouvriers des maquiladoras de Ciudad Juarez, plusieurs d'entre eux habitent la colonia Anapra située en plein désert, là où il n'y a ni eau courante, ni électricité. Un bidonville de Juarez pourtant vieux de 50 ans!

Il est quasi certain, nous expliquera plus tard la responsable du centre CETLAC de Juarez, que dès le lendemain, plusieurs des ouvriers et ouvrières questionnés auront été licenciés par mesure de sécurité. Mais, précise-t-elle, pour eux la situation n'est pas catastrophique : la demande de main-d'œuvre est telle qu'ils pourront s'engager dans une autre maquiladora sans trop de problème. Même ceux inscrits sur la liste noire des patrons arrivent à se replacer. Production oblige... Incidemment, juste avant de partir, nous avons remarqué l'énorme banderole qui annonce des emplois disponibles à la maquiladora située de l'autre côté de la rue, juste en face de l'usine LEAR.

## À titre d'information

Un article paru dans la revue *Mexican Labor News and Analysis*, (Vol. 5, no 5, août 2000) fait état de l'usage de la force et de la violence par la police gouvernementale de Ciudad Juarez auprès des ouvriers de l'usine LEAR qui ont bloqué l'expédition de marchandises vers les États-Unis le 3 août dernier. Six mois précédant cet événement, des ouvriers de l'usine, qui réclamaient une augmentation de salaire et de meilleures conditions de travail, ont été battus et ont reçu des coups de feu de la part d'un policier qui ne s'est pas non plus gêné pour violenter une ouvrière enceinte de sept mois, alors que plusieurs des protestataires étaient mis en prison. Les motifs des protestations évoqués par les travailleurs: les journées de 12 heures de travail presque sans interruption; le non paiement des heures supplémentaires, lesquelles sont obligatoires même pour les femmes enceintes; les problèmes de santé dus aux longues journées de travail et dont plusieurs souffrent.

LUCIE LORTIE



# Ce qui se passe à El Paso, Texas...

À mi-chemin entre le Golfe du Mexique et l'Océan Pacifique, là où, venant du Nord, le Rio Grande commence à se confondre avec la frontière américano-mexicaine, il existe un lieu de passage historique entre les États-Unis et le Mexique, lequel a donné vie à deux villes siamoises: El Paso, la Texane (700 000 habitants) et Ciudad Juarez, la Mexicaine (1 500 000). Séparées par un fleuve et des clôtures de surveillance douanière, ces deux villes, à forte dominance culturelle mexicaine, subissent, chacune à sa façon, les affres de l'Accord de libre-échange nord américain.

Judi, le 13 juillet, nous traversons la frontière américaine pour nous rendre au conseil local de 25 syndicats américains identifiés sous la bannière de l'International Brotherhood of Electrical Workers (IBEW), local 583 à El Paso. Pour le CETLAC, le FAT et le IBEW, les liens sont déjà tissés depuis longtemps. D'entrée de jeu, nos hôtes, Martin, Hector, Art et Ilda, leaders syndicaux dans les milieux des communications, de l'industrie électrique et de l'industrie de la plomberie, nous disent qu'il est révolu le temps où les Mexicains étaient perçus comme des voleurs de jobs, ceux qu'on appelait tristement les *braceros*. Avec l'ALÉNA, le réveil a été brutal: les Américains ne pouvaient désormais plus blâmer les travailleurs mexicains pour leurs propres problèmes...

Alors que les trois signataires du traité de libre-échange promettaient de meilleurs emplois et salaires, l'industrie américaine allait en peu de temps démontrer le contraire. Dans les faits, El Paso est devenue une ville de transit pour les multinationales, une ville où on ne fabrique plus mais où on entrepose ce qui sera fabriqué ou ce qui a été fabriqué à Ciudad Juarez.

Par exemple, une industrie texane de textile qui fournissait 10 000 emplois, a récemment fermé ses portes pour s'établir de l'autre côté de la frontière. Il s'agit d'emplois perdus dont le taux horaire moyen était de 15 à 16 dollars. Du côté mexicain, ces mêmes emplois ne valent maintenant à peine qu'un dollar. Cela a pour conséquence de modifier profondément la nature des emplois à El Paso: la main-d'œuvre qualifiée n'est plus recherchée tandis que les postes de manutentionnaires ont pris toute la place. Du même coup, les salaires ont diminué considérable-

ment, poussant ainsi une bonne partie de la population à s'exiler ou à pallier le manque à gagner en développant une industrie informelle de type familial. Au cours des quinze dernières années, le taux de chômage a plus que doublé, le taux de criminalité a monté en flèche et les commerces ont déserté le centre-ville. Ceux et celles qui restent subissent le chantage des entreprises, lesquelles forcent les travailleurs et travailleuses à accepter des salaires réduits justifiant la réduction en prétendant que vivre près du Mexique coûte moins cher. Ce sont là des séquelles bien réelles du mal qui s'est installé tout au long de la frontière mexicano-américaine.

Fortement influencés par l'implantation des entreprises dans des pays où la main d'œuvre est bon marché et le syndicalisme quasi inexistant, les nouveaux modèles de relations de travail font fi des droits de la personne et des droits des travailleurs. Par exemple, suite à des représentations du *Communication Workers of Americas* auprès de la compagnie AT&T, cette dernière a riposté par une mise à pied massive: 15 000 emplois aux États-Unis. Elle les a remplacés par de la sous-traitance, entre autres en Asie.

De même, lorsque Vicente Fox a lancé l'idée d'un accord transfrontalier pour la libre circulation de la main-d'œuvre entre le Mexique et les États-Unis, la demande du président du Syndicat des électriciens américains pour une réglementation régionale négociée a été rejetée par les instances politiques. Craignant le pire, comme au Pérou, où l'État manipule le peuple en menaçant de supprimer le programme de bien-être social, nos hôtes constatent qu'il y a un immense travail de sensibilisation et de mobilisation à faire auprès de la population, particulièrement auprès des jeunes américains. Ce travail, le IBEW en fait son cheval de bataille, non seulement chez lui mais aussi en tant

que partenaire du CETLAC, au Mexique. L'individualisme et la peur d'être mis à pied sont les principaux obstacles à la solidarité.

Des études récentes menées par le IBEW révèlent que les travailleurs et travailleuses sont divisés entre eux, parfois opposés les uns aux autres, peu enclins à s'intéresser aux questions syndicales ou politiques. Pour susciter des transformations dans les mentalités, nos hôtes croient fortement au travail d'éducation populaire de pair avec des interventions à l'échelle internationale, afin de faire pression sur les gouvernements pour que la voix des travailleurs et travailleuses ne soit plus exclue des négociations des traités de libre-échange...

Le IBEW a compris l'importance de travailler avec le CETLAC et le FAT pour dénoncer, entre autres, le non respect des lois du travail et de l'environnement dans la zone des maquiladoras par des entreprises qui y sont pourtant soumises du côté américain. C'est le cas de la General Electric qui, malgré sa bonne réputation en territoire américain, se conduit tout autrement à Ciudad Juarez. Le IBEW réclame des lois spécifiquement conçues pour protéger les travailleurs et travailleuses près des frontières, milite en faveur de la hausse des salaires au Mexique et supporte le développement des syndicats mexicains indépendants.

À l'instar de son logo, deux mains jointes, le IBEW Local 583 nous invite à joindre nos mains aux siennes, à celles du CETLAC et du FAT et à toutes les mains des travailleurs et travailleuses du monde pour réagir à la mondialisation de l'économie néo-libérale...

Le IBEW nous met en garde contre la mauvaise manie de croire que ce qui se passe à El Paso ne touche et ne concerne que les gens d'El Paso...

GUY LEMAY



LES STAGIAIRES AVEC DES DIRIGEANTS SYNDICAUX DE L'IBEW.

# Les femmes au Mexique : une dynamique qui fait son chemin

Elles représentent 52% de la population. Que ce soit à Mexico, à Cuernavaca ou à Ciudad Juarez, les Mexicaines s'impliquent, participent à des séminaires de formation, à des coopératives, à des organismes qui visent le mieux-être des citadines comme celui des paysannes ou des artisanes autochtones. Depuis une vingtaine d'années, un éveil s'est effectué et les femmes du Mexique prennent conscience de leur situation et des changements qu'elles peuvent y apporter.

Au sein du FAT, est née la Coordination nationale des femmes, qui leur a permis de participer en 1995, à la Conférence des femmes de Beijing, et en 1997, de tenir leur premier congrès national. Depuis, les femmes sont présentes dans plusieurs secteurs du pays, là où le FAT a des instances. Leur présence en politique n'est pas encore très importante mais elle a tendance à s'accroître car les femmes savent que, pour changer les mentalités, elles doivent prendre les commandes qui, actuellement, sont tenues à 90% par des hommes.

## La Marche mondiale des femmes : un tremplin pour les revendications des Mexicaines

En 1995, cette proposition de marche des femmes a eu une grande résonance au Mexique. Les femmes y ont vu un excellent moyen d'augmenter leur visibilité auprès de tous les organismes et surtout du gouvernement. Aussi, les Mexicaines ont été très actives à travers tout le pays, afin d'acheminer aux différents paliers de gouvernement les revendications nationales. Les principales : violence et pauvreté bien sûr, mais aussi droits des femmes en matière de citoyenneté et de divorce, d'avortement, de contraception, d'accès aux soins de santé, à l'éducation, au logement décent, au travail et aux postes supérieurs.

Le Mexique est un pays où la violence s'exerce de façon permanente, en parti-

culier vis-à-vis des femmes : harcèlement sexuel au travail, violence conjugale, inceste, viols, meurtres sont le lot de plusieurs femmes de tous les milieux. C'est pourquoi la Marche mondiale des femmes, pour les Mexicaines, a été si importante. Pour elles, cet événement national a eu une répercussion que nous ne pouvons imaginer ici : une prise de conscience extraordinaire de leur situation et des changements qu'elles peuvent y apporter.



TROIS MILITANTES ENGAGÉES À CIUDAD JUAREZ

## Ciudad Juarez : une situation problématique axée sur la violence

Tributaire des maquiladoras, la population de Ciudad Juarez est aux prises avec une situation bien particulière. D'un côté, les usines où chaque jour, des femmes vont fabriquer, à des salaires ridicules, toutes sortes de produits qui font partie de notre quotidien. De l'autre côté, les colonies, ces agglomérations de "maisons de carton", où vit la plus grande partie des travailleuses de ces usines. En plus des neuf à douze heures de travail, trois heures de route s'ajoutent à la longue journée des femmes pendant lesquelles les enfants sont sans surveillance. Comme elles peuvent travailler aussi bien le soir que le jour, elles se retrouvent souvent seules la nuit et deviennent ainsi des proies faciles. La vie des femmes dans cette communauté

s'avère donc particulièrement difficile.

Depuis 1993, 235 femmes ont été assassinées sur le territoire de la ville et aucun de ces meurtres n'a été élucidé. S'ajoute à ce triste constat un nombre incalculable de viols qui ne sont pas toujours officiellement répertoriés parce qu'ils ne sont pas dénoncés ou considérés comme non importants. La vie conjugale s'en trouve également perturbée car le travail des femmes devient ainsi une occasion de violence à la maison : jalousie, suspicion, réduction du temps accordé aux tâches domestiques...

## La Casa Amiga : un centre de lutte pour les droits des femmes à Ciudad Juarez

Esther Chavez en est la responsable. Ce centre existe pour venir en aide aux femmes victimes de violence conjugale, de viol, de harcèlement sexuel, d'inceste ou même de meurtre d'une proche. On les assiste autant sur le plan psychologique que juridique. On les incite à dénoncer le coupable et on les ac-

compagne dans les difficiles démarches auprès des autorités. Au centre, on donne aussi de la formation sur la contraception et on y forme des femmes qui viendront en aide aux plus démunies, car le niveau de scolarisation est très faible dans les colonies.

En outre, on sensibilise le reste de la population ainsi que les autorités aux problèmes vécus par les femmes, en utilisant les médias, la radio et la télé, en posant des affiches et en distribuant des dépliants. La Casa Amiga n'offre pas encore le gîte comme dans les refuges au Québec, mais on aimerait bien y arriver un jour, car c'est le rêve de madame Chavez : que les femmes de Ciudad Juarez puissent enfin trouver un havre de paix, en attendant une vie meilleure.

ALLETTE LAJOIE

# Être jeunes et engagés au sein du mouvement syndical : une lutte sur plusieurs fronts

Pour la première fois en quatre ans, une attention particulière a été accordée aux candidatures des jeunes pour le stage CISO au Mexique. En juillet dernier, nous sommes donc partis cinq « juniors », accompagnés de nos collègues plus « expérimentés », afin de rencontrer des organisations syndicales et populaires qui luttent contre les conséquences de l'ALÉNA et de la mondialisation de l'économie.

Au Québec, malgré une croissance constante de la population, le nombre de jeunes de 15 à 29 ans diminue. Pourtant, les jeunes ont une présence de plus en plus dynamique sur la scène publique. D'ailleurs, un front jeune, réuni sous le nom de *Concertation jeunesse* a su imposer son agenda au dernier *Sommet du Québec et de la Jeunesse*, en février dernier. Ayant participé activement à cet événement, j'avais déjà la tête pleine de questions avant de partir.

Qu'en est-il de l'engagement de jeunes travailleuses et travailleurs syndiqués au Mexique? Sont-ils présents dans les différentes instances? Y-a-t-il une certaine ouverture pour eux? Un système de parrainage? Vivent-ils les mêmes difficultés qu'au Québec? Existe-t-il une égalité professionnelle?

Dès la première réunion, j'ai ressenti un certain malaise. Où sont les jeunes? Il n'y en a pas, et le phénomène sera le même à chaque réunion. Pourtant, la solidarité entre tous les salariés, quels que soient leur situation, leur secteur d'activité, leur qualification ou leur âge n'est elle pas justement le fondement du syndicalisme?

Au départ, on doit situer la nature du mouvement syndical mexicain dans son contexte. Depuis près de 70 ans, le syndicalisme au Mexique est conçu comme un appareil au service du PRI (Parti révolutionnaire institutionnel) et du gouvernement de ce même parti. La très grande majorité des organisations syndicales mexicaines « officielles » sont ce que nous appelons des organisations « corporatistes », c'est-à-dire qu'elles ont été, jusqu'à ce jour, au service des orientations de l'État. Tous les dirigeants de ce mouvement syndical ont toujours été nommés par le gouvernement. Le contrôle exercé par ce mouvement syndical sur les travailleuses et travailleurs est absolu. Pour obtenir un emploi au sein d'une usine ou du gouvernement, toute personne doit d'abord pren-

dre sa carte de membre du PRI et, ensuite, sa carte de membre du syndicat : sinon, pas d'emploi. Malgré l'émergence d'un syndicalisme réel, ce syndicalisme d'État regroupe toujours plusieurs millions de travailleurs.

Pour changer cet état de fait on a fondé, il y a 40 ans cette année, une petite organisation syndicale : le FAT (Frente Autentico del Trabajo), qui a voulu rompre avec ce modèle de syndicalisme corrompu et bureaucratique. Cette nouvelle façon de voir le syndicalisme a attiré à ses dirigeants de nombreuses mises à pied, une répression constante et même une très grande difficulté à se trouver des emplois. Actuellement, cette « nouvelle » organisation syn-

à la perte de son emploi, et avec tous les problèmes qui s'en suivent.

Il est également vrai que le Mexique connaît un taux de chômage assez important et que la situation de la population et des travailleurs est des plus précaires : pauvreté, violence, misère... Ce sont donc les jeunes qui sont les premiers touchés! Le manque de formation syndicale explique certainement une autre partie de la situation. En effet, plusieurs jeunes ne savent guère ce que c'est qu'un syndicat, un vrai syndicat. Ils l'apprennent seulement lorsqu'ils travaillent. Certains ont peur de militer et de perdre ainsi leur travail si précieux. De plus, chez les dirigeants syndicaux, on ne semble pas se



JEUNES SYNDIQUÉS PARTICIPANT À LA MARCHÉ DU 1<sup>ER</sup> MAI 2000 À MEXICO.

dicale ne compte pas plus de 40 000 membres, dont environ la moitié travaillent dans des usines. Presque tous ses dirigeants ont vécu des grèves très dures et ont perdu leurs emplois. Alors que le syndicalisme corporatiste compte sur des millions de Mexicains et les faveurs du gouvernement, le syndicalisme libre et de combat tel que mené par le FAT, ne vit que grâce à de petites cotisations et au militantisme permanent de ses membres. Ce sont ces dirigeantes et dirigeants du FAT qui nous ont reçus au cours de notre stage.

Lorsque j'ai eu l'opportunité de discuter de la question de la présence des jeunes avec une personne oeuvrant au sein du mouvement syndical indépendant, voici ce que j'ai appris. Pour un jeune, vouloir militer syndicalement est une bataille très difficile qui peut le mener à l'expulsion de son syndicat *charro* ou corrompu, donc

préoccuper de la relève et les possibilités de s'impliquer sont donc rares. À cette étape, je comprends mieux le problème car, même au Québec, ces réalités sont celles de plusieurs jeunes travailleuses et travailleurs...

Quoi qu'il en soit, l'intégration des jeunes syndiqués pour une société plus forte et plus démocratique est un défi qui reste de taille! Nous devons continuer le combat en échangeant nos expériences respectives, en étant toujours solidaires entre jeunes et moins jeunes, entre le Nord et le Sud, entre les hommes et les femmes, au delà de nos différences, de nos croyances. Profitons ainsi du contexte de la mondialisation pour mieux nous comprendre et développer de forts liens de solidarité !

JULIE PHILIPPON

# Le Mexique et le Canada en chiffres

Données produites par la Banque mondiale

- La première série de statistiques qui suit provient du *World Bank Report 1999-2000* de la Banque mondiale.
- Il est possible de retrouver ces indicateurs classiques sur le site : <http://www.worldbank.org/wdr/2000/pdfs/engtable1.pdf>
- Avec toutes les limites qui s'imposent au moment de tirer quelques conclusions que ce soit à partir de statistiques, voici ce que nous apprenons sur le Mexique et le Canada.

Tableau 1 Données générales comparées

Indicateurs / pays (1998)	Produit national brut			Produit national brut per capita					
	Population (millions)	Superficie (milliers de km <sup>2</sup> )	Densité population (pers. / km <sup>2</sup> )	Milliards \$	Rang (sur 210 pays)	Croissance/an (1997-1998)	Dollars / an	Rang (sur 210 pays)	Croissance/an (1997-1998)
Canada	32	9,971	3	612,2	9	6,1 %	20,020	26	5,1 %
Mexique	96	1,958	51	380,9	13	4,8 %	3,970	76	3,0 %

## Données produites par le programme des Nations Unies pour le développement

- La seconde série de statistiques provient quant à elle du Rapport mondial sur le développement humain (2000) produit par le Programme des Nations Unies pour le développement, rapport qui a permis à Jean Chrétien de dire du Canada qu'il était le « plus meilleur pays au monde » !
- Les indicateurs utilisés par le PNUD sont complexes et vont bien au-delà des indicateurs classiques présentés ci-haut. L'index de développement humain existe depuis 1990 et il traduit, avec toutes les limites qui s'imposent, les avancées générales des aspects fondamentaux du développement humain à l'aide d'un indicateur comprenant plusieurs variables. Il est ensuite possible de procéder à un classement des pays.
- Il est possible de trouver plus de détails et d'autres statistiques en consultant le site du PNUD : <http://www.undp.org.hydro>

Tableau 2 Index de développement humain en fonction du sexe

Indicateurs / pays (1998)	Rang (sur 174 pays)	Espérance de vie		Taux d'alphabétisation (% de pop. âgée de 15 ans +)		Produit intérieur brut per capita (1998 US\$)	
		Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Canada	1	81,9	76,2	99,0	99,0	17 980	29 294
Mexique	55	75,7	69,7	88,7	92,9	4 112	11 365

Tableau 3 Indicateurs de la participation des femmes

Indicateurs / pays (1998)	Rang (sur 174 pays)	Femmes parlementaires (% / total)	Fonction d'encadrement supérieur et direction occupées par des femmes	Postes d'encadrement et fonctions techniques occupés par des femmes
		Février 2000	Données les plus récentes possibles	
Canada	1	22,7	37,3	52,2
Mexique	55	18,0	20,7	40,2

Tableau 4 Indicateurs de pauvreté humaine

Indicateurs / pays (1998)	Population privée de l'accès à ...		Insuffisance pondérale des enfants de moins de 5 ans (%)	Répartition des revenus ou consommation			
	eau potable (%)	soins de santé (%)		20 % les plus pauvres	20 % les plus riches	Rapports entre pauvres et riches	Sous le seuil de pauvreté (%)
Canada	(non disp.)	(non disp.)	(non disp.)	7,5	39,3	5,2	5,9 (14,40 \$US 1985/jour)
Mexique	15	9	14	3,6	58,2	16,2	17,9 (1 \$US 1993/jour)

### Suite de la page 5

un état de servitude déplorable. Cette situation sert bien la globalisation des marchés qui permet à l'argent de traverser les frontières pour mieux exploiter des populations locales.

Au terme de ce stage, toutes les participantes et tous les participants sont convaincus de la nécessité de s'allier pour faire face à ces politiques néolibérales d'ouverture des marchés lesquelles, tel que nous l'avons constaté au Mexique et le constatons aussi au Québec, sont mises en place au détriment des travailleuses et des travailleurs et des citoyens.

ALEXANDRA HÉBERT

<sup>1</sup> Co-coordonnateur du FAT et acteur important du mouvement syndical indépendant du Mexique.



### Suite de la page 7

lesquels ont été acquis par des années de revendications et doivent non pas être revus à la baisse, mais bien être étendus à l'ensemble des travailleurs du continent, comme un gage de progrès social.

- La ZLÉA nous affectera en notre qualité de consommateurs et consommatrices puisque, pour ne citer qu'un exemple, elle permettra à des organismes modifiés génétiquement de faire leur apparition sur le marché en fonction du simple principe d'innocuité alors que plusieurs recommandent en la matière une prudence extrême.

Les membres de l'ASC ne souhaitent pas uniquement s'opposer à l'intégration des Amériques. C'est pourquoi ils s'unissent ainsi autour du document *Des alternatives pour les Amériques*, qui souhaite favoriser la démocratie et la participation populaire, le respect des plans de développement nationaux, le développement durable, le respect des droits humains fondamentaux, la réduction des inégalités et le contrôle des capitaux spéculatifs. Tout ceci forme un projet de société qui sera présenté aux chefs d'État des

Amériques à Québec, du 17 au 21 avril 2001. Nous nous devons, en avril prochain, au nom des millions de personnes du continent, de nous faire entendre et de proposer *notre* projet de société.

CATHERINE VAILLANCOURT-LAFLAMME

<sup>1</sup> <http://www.unites.uqam.ca/gric/rqic>

<sup>2</sup> <http://web.ca/comfront>

<sup>3</sup> La page web de l'ASC est <http://www.asc-hsa.org> et le courriel est : [asc@laneta.apc.org](mailto:asc@laneta.apc.org)

<sup>4</sup> Mémoire du RQIC à la Commission des institutions de l'Assemblée nationale, automne 2000.

## Lexique

- ASC : Alliance sociale continentale  
ALÉNA : Accord de libre-échange nord-américain  
CAW : Communication Workers of America (USA)  
CETLAC : Centre d'études et de formation sur le travail  
CISO : Centre international de solidarité ouvrière  
IBEW : International Brotherhood of Electrical Workers (USA)  
FAT : Front authentique du travail  
PAN : Parti de l'action nationale  
PEMEX : Pétroles mexicains  
PNUD : Programme des Nations-Unies pour le développement  
PRD : Parti de la révolution démocratique  
PRI : Parti de la révolution institutionnelle  
RMALC : Réseau mexicain d'action face au libre-échange  
RORAC : Fondation Roberto Rivas  
RQIC : Réseau québécois sur l'intégration continentale  
SME : Syndicat mexicain des électriciens  
SNTSS : Syndicat national des travailleurs de la sécurité sociale  
UE : United Electrical, Radio and Machine Workers of America (USA)  
UNAM : Université nationale autonome du Mexique  
ZLÉA : Zone de libre-échange des Amériques



# Nos solidarités

- Informer les membres de nos organisations syndicales et populaires des conséquences du libre-échange.
- Appuyer le FAT dans son action de syndicalisation des travailleuses et travailleurs des maquiladoras au nord du Mexique.
- Accroître nos relations solidaires avec les organisations syndicales et populaires en lutte contre les effets du libre-échange : FAT, RMALC, UE, et les syndicats américains à la frontière mexicaine, etc.
- Promouvoir à l'intérieur de nos organisations toute action visant à faire connaître les effets de l'intégration continentale

Note : Ce dossier Solidarité sur le Mexique est un complément de ceux publiés auparavant :

- Sept. 1999 : **Face à la mondialisation, en avant! pas de recul! en avant!** (Vol. 21 no 2)
- Sept. 1998 : **Face au libre-échange dans les Amériques, Ensemble, il faut agir.** (Vol. 20, no 2)
- Avril 1997 : **Au Mexique, l'ALENA, au profit de qui?** (Vol. 19, no 1)



LE GROUPE DES STAGIAIRES AU MEXIQUE ET DES AMI(E)S MEXICAIN(E)S, JUILLET 2000

**Solidarité** est une publication du Centre international de solidarité ouvrière (CISO)

9405, rue Sherbrooke Est, Montréal QC H2L 3P6

Tél. : (514) 356-8888 • Téléc. : (514) 356-0475 • Courriel : [ciso@cam.org](mailto:ciso@cam.org) • Site web : [www.cam.org/~ciso](http://www.cam.org/~ciso)

Coordination : Roger Saucier • Rédaction : Lucille Auger (FIIQ), Geneviève Caron (CSN), Françoise Gloutnay (FIIQ), Alexandra Hébert (FAC), Caroline Jacques (CSQ), Maryse Lacroix (SCEP-FTQ), Alette Lajoie (CSQ), Guy Lemay (SPPMSNO-CSQ), Rosalia Leon (CSN), Lucie Lortie (SEUQAM), Julie Philippon (CSQ), Rosa Ruiz (CSQ), Alain Tremblay (SFPQ), Catherine Vaillancourt-Laflamme (CFP-CSN) • Comité de rédaction : Françoise Gloutnay, Alette Lajoie, Alain Tremblay, Catherine Vaillancourt-Laflamme, Roger Saucier • Photos : Guy Lemay • Infographisme : Louise Gravel • Impression : Imprimerie Maurice Séguin

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Québec

Ce stage a été rendu possible grâce à une contribution financière de l'Agence canadienne de développement international (ACDI).

